UN VOTE HISTORIQUE

Le vote par lequel les Français ont massivement rejeté le projet de traité constitutionnel qui leur était soumis par référendum est évidemment un vote historique. Mais il n'est pas historique seulement par son résultat : 55 % de « non » opposés à un texte confus dans lequel on pouvait à la fois trouver des choses positives, mais aussi et surtout des orientations générales inacceptables. Il l'est tout autant, sinon plus, parce qu'il a de nouveau fait apparaître, de façon fracassante, le fossé qui sépare aujourd'hui le peuple de la classe politico-médiatique et de ses supposés « représentants ».

Le 28 février dernier, les députés et les sénateurs français réunis en Congrès à Versailles avaient adopté par 91,7 % des suffrages le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité. Au cas où le projet aurait été soumis en France au seul vote du Parlement, ainsi que cela a été le cas en Italie, en Allemagne et en Autriche, le texte aurait donc été adopté par plus de 90 % des voix. Or, il a été rejeté par 55 % des électeurs, avec un taux de participation au scrutin de 70 % et un écart entre les « oui » et les « non » de 2,5 millions de voix. 90 % d'un côté, 55 % de l'autre : la simple confrontation de ces deux chiffres montre que la représentation nationale ne représente plus rien.

Tous les grands partis « de gouvernement », à commencer par le parti socialiste et l'UMP de Jacques Chirac, s'étaient en effet prononcés en faveur du « oui ». Il en allait de même tous les grands quotidiens, de tous les grands hebdomadaires, de toutes les grandes chaînes de radio et de télévision, de tous les grands éditorialistes, bref, de tout ce qui en France commande, plastronne, moralise et prétend parler au nom de l'opinion publique. C'est pourtant le non qui l'a emporté. On mesure ainsi le décalage entre les préoccupations des citoyens et les réponses de l'oligarchie qui détient le pouvoir.

A ce contraste entre le peuple et les élites, s'ajoute le fossé qui sépare les électorats de la direction de leurs partis. C'est particulièrement évident à gauche. Le parti socialiste (PS), dont la direction s'était prononcée pour le « oui », a été massivement désavoué par ses électeurs (55 % de « non »). Il en est allé de même pour les Verts (62 % de « non »), qui s'obstinent depuis des années dans une alliance contre-nature avec les socialistes, et qui ont mené en faveur du « oui » une campagne inaudible et sans conviction.

Le secrétaire général du PS, François Hollande, déjà connu pour son manque de charisme et d'autorité, subit une défaite personnelle qui menace sa position. Il se retrouve à la tête d'un parti écartelé, en total désarroi, dans lequel le choc des ambitions va plus que jamais prendre le pas sur la confrontation des idées et qui va aborder l'échéance présidentielle d'avril 2007 dans la pire des positions, sans ligne politique claire ni dirigeant incontesté.

Le référendum traduit en fait ce que le centriste François Bayrou a appelé une « gravissime crise française ». Une crise que le vote n'a pas créée, mais qu'il a révélée au grand jour.

La fracture n'est pas seulement politique, mais aussi sociologique. L'analyse du vote montre que 60 % des jeunes, 80 % des ouvriers et 60 % des employés ont voté « non ». Mais aussi, contrairement à ce qui s'était passé lors du référendum sur le traité de Maastricht, qu'il en a été de même de la majorité des salariés, dont près de 56 % des cadres moyens (contre 38 % en 1992). Le « oui » n'a finalement été majoritaire que dans la haute bourgeoisie, chez les cadres supérieurs, les inactifs et les retraités. Ce basculement d'une fraction notable des classes moyennes dans le camp du « non » est un fait nouveau.

Le clivage droite-gauche, quant à lui, apparaît encore une fois complètement obsolète, puisqu'il y avait à gauche comme à droite des « oui » et des « non ». Les partisans du « oui », en dénonçant le caractère hétérogène du « non », ont d'ailleurs clairement laissé entendre que le « oui » de Valéry Giscard d'Estaing ou de Nicolas Sarkozy était « compatible » avec celui de François Hollande ou de Lionel Jospin. Ils auraient voulu montrer que la division gauche-droite ne correspond plus à rien qu'ils ne s'y seraient pas pris autrement !

Mais le plus remarquable, au lendemain du vote, a été de constater que la classe politico-médiatique, qui avait cru au départ que le vote en faveur du « oui » était acquis d'avance, n'a apparemment tiré aucune leçon de son désaveu. Au lieu de faire son autocritique, elle s'est seulement repentie amèrement d'avoir eu recours au référendum. En clair : d'avoir pratiqué la démocratie directe en donnant la parole au peuple. La conclusion qu'elle en tire est visiblement qu'il faut le moins possible donner la parole au peuple, dont le comportement « imprévisible » est toujours à redouter.

Il en va de même de Jacques Chirac qui, s'étant personnellement engagé avec force dans la campagne en faveur du « oui » au risque de confirmer les opposants à sa politique à se prononcer pour le « non », s'est borné à annoncer une « nouvelle impulsion », c'est-à-dire la nomination d'un nouveau Premier ministre, alors qu'il a subi un incroyable camouflet personnel et que sa popularité est en chute libre, à l'instar de Silvio Berlusconi, de Toni Blair ou de Gerhard Schröder.

On comprend que, chez les partisans du « non », Philippe de Villiers, qui réclamait des élections anticipées, n'ait pas manqué de citer la célèbre phrase de Bertolt Brecht qui disait, ironiquement, qu'en cas de divergence totale entre le peuple et le gouvernement, il n'y a que deux solutions : changer de gouvernement ou changer de peuple !

Tout cela signifie, a écrit le sociologue Jean Baudrillard, « la faillite du principe même de la représentation, dans la mesure où les institutions représentatives ne fonctionnent plus du tout dans le sens "démocratique", c'est-à-dire du peuple et des citoyens vers le pouvoir, mais exactement à l'inverse, du pouvoir vers le bas ».

Autour du projet de Constitution ne s'en est pas moins déroulé, pour la première fois depuis longtemps, un véritable débat – dans lequel les informations diffusées par Internet ont joué un rôle de contre-pouvoir exemplaire. Plus d'un million de livres sur le traité constitutionnel se sont vendus dans les semaines qui ont précédé le vote, ce qui en dit

l'ampleur.

Le 29 mai, le peuple français a exprimé un vote aux allures d'insurrection démocratique. Faisant usage de son droit à disposer de lui-même, il a dit à la fois son pessimisme et sa colère. Il ne s'est pas prononcé contre l'Europe, mais contre l'orientation actuelle de la construction européenne. Dans bien des cas, son « non » a été un « non pro-européen », comme l'a dit le socialiste Jean-Luc Mélanchon. Un « non » à ce que l'on présente depuis des années comme l'« empire du Bien », un « non » à l'Europe technocratique et à la mondialisation libérale, qui ne l'empêcherait pas de dire demain « oui » à une autre Europe.

La dernière leçon de ce vote, et certainement pas la moindre, est que la victoire globale du « non » n'a été possible que par l'addition du « non de droite » et du « non de gauche », car aucun de deux n'aurait pu à lui seul remporter la victoire. Une constatation à méditer.

Alain de Benoist

30 mai 2005